

UN LIBRARY

DEC 11 1979



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.
GENERALE

A/C.5/34/79/Add.9
5 décembre 1979

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 97 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Exécution du budget et du programme de l'Organisation des Nations Unies
pour l'exercice biennal 1978-1979

Rapport du Secrétaire général

Additif

Chapitre 9. Commission économique pour l'Afrique

CHAPITRE 9. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Tableau 9.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1978-1979	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Autres changements	Total	
22 142,8	1 206,8	-	-	1 171,0	2 377,8	24 520,6
B. Fonds extra-budgétaires (appui technique et appui administratif)						
Dépenses précédemment prévues pour 1978-1979	Origine des fonds					Montant révisé
795,0	FAO					806,0
525,0	FNUAP					577,6
367,0	Sources bilatérales					106,6
-	Fonds du PNUE					217,5
-	Remboursement des dépenses d'appui					800,2
-	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique					131,6
1 687,0	Total, B					2 639,5
23 829,8	Total, A et B					27 160,1
C. Fonds extra-budgétaires (projets opérationnels)						
Dépenses précédemment prévues pour 1978-1979	Origine des fonds					Montant révisé
4 100,0	PNUD					9 126,0
3 366,0	FNUAP					1 449,5
1 254,0	Sources bilatérales					4 757,8
1 000,0	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique					1 028,6 (?)
414,0	FISE					-
216,0	FAO					169,9
-	PNUE					-
-	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme					985,9
10 350,0	Total, C					(?)
34 179,8	Total, A, B et C					(?)

Tableau 9.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant révisé des crédits ouverts pour 1978-1979	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé pour 1978-1979
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Transfert de ressources	Autres changements	
A. Organes directeurs	249,1	-	-	-	-	0,7	249,8
B. Direction exécutive et administration	1 922,5	74,6	-	-	121,3	213,6	2 332,0
C. Programmes d'activité :	673,1	35,3			51,0	38,4	797,8
- Agriculture, sylvi-culture et pêche	1 784,9	81,4			(69,4)	37,8	1 834,7
- Planification, projections et politiques relatives au développement	398,3	19,9			-	18,1	436,3
- Enseignement et formation	258,6	19,9			-	(29,2)	249,3
- Etablissements humains	1 169,9	53,1			3,3	9,0	1 235,3
- Développement industriel	1 159,9	56,7			89,2	108,2	1 414,0
- Commerce international	113,1	9,1			1,0	23,0	146,2
- Main-d'oeuvre, gestion et emploi	1 157,5	50,9			20,0	129,9	1 358,3
- Ressources naturelles	171,2	62,7			(12,5)	(42,7)	178,7
- Population	463,6	21,2			24,2	75,3	584,3
- Administration et finances publiques	323,1	14,9			7,2	37,9	383,1
- Sciences et technique	927,1	43,6			(4,5)	55,1	1 021,3
- Développement social	1 163,7	60,6			(14,2)	172,1	1 382,2
- Statistiques	1 241,9	44,6			(3,7)	15,2	1 298,0
- Transports, communi-cations et tourisme	2 096,5	110,9			22,4	(27,7)	2 202,1
D. Appui aux programmes	293,0	13,2			(1,8)	(33,9)	270,5
- Services de confé-rence	6 575,8	434,2 a/			(233,5)	370,2	7 146,7
- Gestion des activités de coopération technique	22 142,8	1 206,8			-	1 171,0	24 520,6
- Administration et services communs							
Total							

a/ Ce montant se décompose comme suit : 312 600 dollars au titre des dépenses communes de personnel, 25 700 dollars au titre des frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau, 77 300 dollars au titre des fournitures et accessoires et 18 600 dollars au titre du mobilier et du matériel.

Tableau 9.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs	20,0	(19,3)						0,7
B. Direction exécutive et administration	373,6	35,9						409,5
C. Programmes d'activité:								
- Agriculture, sylviculture et pêche	122,3	2,4						124,7
- Planification, projections et politiques relatives au développement	71,6	-	(21,8)					49,8
- Enseignement et formation	35,1	2,9						38,0
- Etablissements humains	(9,3)	-						(9,3)
- Développement industriel	57,9	7,5						65,4
- Commerce international	246,6	7,5						254,1
- Main-d'oeuvre, gestion et emploi	33,1							33,1
- Ressources naturelles	200,8							200,8
- Population	7,5							7,5
- Administration et finances publiques	120,7							120,7
- Science et technique	60,0							60,0
- Développement social	72,3	24,1	(2,2)					94,2
- Statistiques	244,9	1,0	(27,4)					218,5
- Transports, communications et tourisme	61,1	-	(5,0)					56,1
D. Appui aux programmes								
- Services de conférence	105,6							105,6
- Gestion des activités de coopération technique	(22,5)							(22,5)
- Administration et services communs	200,0	2,5			246,4	122,0		570,9
Total	2 001,3	64,5	(56,4)	-	246,4	122,0		2 377,8

I. Exécution du programme

9.1 La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a signalé qu'elle s'était écartée du programme de travail figurant au chapitre 9 du budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979 sur les points indiqués ci-après.

Enseignement et formation

9.2 L'exécution du programme de bourses de perfectionnement prévu dans le cadre du sous-programme 3 a été entravée par le manque de ressources extra-budgétaires et le peu d'empressement manifesté par les Etats Membres.

Main-d'oeuvre, gestion et emploi

9.3 L'élaboration des profils de main-d'oeuvre pour les industries de base et des études sur les compétences professionnelles et les méthodes de formation accélérée a eu à souffrir des vacances de poste et des difficultés rencontrées dans le recrutement de consultants.

Administration et finances publiques

9.4 En ce qui concerne le sous-programme, la conclusion des études sur les services et organismes publics chargés des questions de développement, et sur les méthodes de passation des marchés et de gestion des stocks a été retardée par l'insuffisance des effectifs et le manque de ressources extra-budgétaires.

II. Exécution du budget - Montant révisé (augmentation : 2 377 800 dollars)

9.5 Comme l'indique le tableau 9.1 ci-dessus, le déficit estimatif de 2 377 800 dollars est imputable pour une part à l'inflation (1 206 800 dollars) et pour le reste à divers autres changements (1 171 000 dollars).

9.6 L'augmentation imputable à l'inflation se décompose comme suit :

	<u>Dollars</u>
a) Relèvement avec effet rétroactif des traitements des agents des services généraux, de 25 p. 100 en janvier 1978 et de 14 p. 100 en janvier 1979 (le montant des crédits ouverts avait été calculé sur la base de deux augmentations de 10 p. 100, la première en juillet 1978, la deuxième en juillet 1979);	460 800
b) Versement proposé d'une indemnité spéciale aux administrateurs et aux agents des services généraux recrutés sur le plan international, pour les dédommager des augmentations rétroactives de loyer, comme il est expliqué au paragraphe 9.11 ci-dessous;	573 500
c) Hausses des prix plus fortes que prévues, surtout en ce qui concerne les communications, les services d'éclairage, de chauffage, d'énergie et d'eau, les fournitures et accessoires et le mobilier et le matériel	172 500
	<hr/>
	1 206 800
	<hr/>

9.7 L'augmentation indiquée au tableau 9.1 dans la colonne "Autres changements" (1 171 000 dollars) s'explique pour une grande part (980 700 dollars) par le fait qu'on avait sous-estimé le rapport entre les dépenses communes de personnel et les dépenses au titre des traitements (postes permanents) comme il est indiqué au paragraphe 9.12 ci-dessous. Pour le reste (190 300 dollars), elle correspond à l'effet net des augmentations et diminutions prévues à divers titres, comme il est expliqué aux paragraphes 9.9 à 9.11 ci-dessous.

9.8 Les montants positifs et négatifs inscrits à la colonne "Transfert de ressources" du tableau 9.2 et qui s'annulent correspondent pour la plupart à des transferts de postes d'un programme à l'autre, comme il est indiqué dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981.

Traitements et dépenses communes de personnel
(Augmentation : 2 001 300 dollars)

9.9 Le déficit estimatif de 2 001 300 dollars est la somme de dépassements de crédits au titre des postes permanents (460 800 dollars), des dépenses communes de personnel (1 554 200 dollars), du personnel temporaire pour les réunions (42 300 dollars) et des heures supplémentaires et du sursalaire de nuit (71 100 dollars) compensés en partie par les économies que l'on pense réaliser au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales (90 500 dollars) et des services de consultants (36 600 dollars).

9.10 Le déficit prévu au titre des postes permanents est entièrement imputable à des majorations des traitements des agents locaux supérieures à celles qui avaient été prévues, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 9.6 ci-dessus.

9.11 Les dépenses additionnelles (1 554 200 dollars) au titre des dépenses communes de personnel sont imputables pour 573 500 dollars aux mesures proposées pour aider le personnel à supporter les conséquences d'un accroissement spectaculaire et imprévu du coût de la vie à Addis-Abeba. Avec effet rétroactif du 8 mai 1979, le Gouvernement éthiopien a décidé d'augmenter les loyers de tous les logements loués aux administrateurs et aux agents des services généraux recrutés sur le plan international en poste à la Commission. Les augmentations vont de 80 à 350 p. 100, les nouveaux loyers représentent maintenant en moyenne 28 p. 100 du traitement net des administrateurs et 53 p. 100 de celui des agents des services généraux. Il est prévu de redresser cette situation en 1980-1981 par les moyens habituels, c'est-à-dire l'indemnité de poste pour les administrateurs et des augmentations de traitement pour les agents des services généraux; pour 1979, il est proposé, en raison du caractère rétroactif de la décision, de verser aux fonctionnaires touchés une indemnité spéciale qui devrait se monter en moyenne à 380 dollars par mois pour les administrateurs et 270 dollars par mois pour les agents des services généraux et serait rétroactive.

9.12 Pour le reste (980 700 dollars), les dépenses additionnelles au titre des dépenses communes de personnel font apparaître un état de choses dont, dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1980-1981 1/,

1/ A/34/7, par. 18.

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a déjà pris acte, à savoir que le rapport entre ces dépenses et les dépenses au titre des traitements a été à Addis-Abeba supérieur en réalité aux 40 p. 100 prévus à la fois dans le budget de 1978-1979 et dans le projet de budget pour 1980-1981. Un chiffre indicatif de l'ordre de 46 p. 100 semble devoir être retenu pour tenir compte notamment des dépenses plus élevées à prévoir au titre des frais de voyage à l'occasion de la nomination, de la mutation et de la cessation de service; de l'installation et du déménagement des effets personnels; de l'indemnité pour frais d'études et des frais de voyage connexes.

9.13 Le déficit prévu au titre du personnel temporaire pour les réunions (42 300 dollars) est imputable pour l'essentiel à des dépenses plus élevées que prévu en ce qui concerne les organes directeurs et le programme sur les transports.

9.14 Du fait des difficultés rencontrées et des retards survenus dans le recrutement du personnel temporaire affecté à des tâches générales nécessaire pour faire face à un volume de travail accru dans les domaines du traitement électronique des données, des services de sécurité et de la reproduction des documents, une économie de 90 500 dollars devrait être réalisée à ce titre. En revanche, il a fallu engager des dépenses additionnelles au titre des heures supplémentaires, d'où un déficit à ce poste estimé à 71 100 dollars, qui correspond également à un niveau de rémunération plus élevé que prévu en raison des hausses de salaires du personnel local mentionnées au paragraphe 9.6 ci-dessus.

9.15 Les économies réalisées au titre des consultants (36 600 dollars) représentent légèrement moins de 10 p. 100 du crédit ouvert, conformément à la politique d'économie suivie en application de la résolution 32/209 de l'Assemblée générale.

Frais de voyage (Augmentation : 64 500 dollars)

9.16 Un déficit estimatif de 18 700 dollars au titre des "Frais de voyage du personnel envoyé à des sessions" est imputable à la tenue à Lusaka (Zambie), en décembre 1979, de la deuxième Réunion régionale préparatoire à la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme, réunion pour laquelle aucun crédit n'avait été ouvert au chapitre 9. Le solde de 45 800 dollars est imputable à l'accroissement des frais de voyage du personnel en mission, principalement en ce qui concerne la direction exécutive et l'administration ainsi que le programme de développement industriel.

Imprimerie (Diminution : 56 400 dollars)

9.17 Il a été difficile d'obtenir des conditions satisfaisantes pour l'exécution à Addis-Abeba des travaux d'imprimerie et de reliure des publications de la CEA. On étudie actuellement la possibilité de confier à des imprimeries de Nairobi certains travaux, mais presque la moitié du crédit ouvert à cette rubrique ne sera pas dépensée et il a fallu faire davantage appel aux ateliers de reproduction intérieurs.

Frais généraux de fonctionnement (Augmentation : 246 400 dollars)

9.18 Le déficit attendu est imputable à des dépenses additionnelles sous les rubriques "Éclairage, chauffage, énergie et eau" (25 000 dollars) et "Communications" (221 400 dollars). Dans une large mesure, le déficit accusé à la première de ces rubriques est dû à la hausse des tarifs, de 25 p. 100 en moyenne par unité, à partir de janvier 1979.

9.19 Le déficit accusé à la rubrique "Communications" provient au premier chef de ce que les dépenses de la Commission ont été sous-estimées dans le budget 1978-1979. Le montant estimatif initial de 499 500 dollars ne tenait pas compte du sous-développement des communications en Afrique, et donc de leur coût élevé, situation qui a été officiellement reconnue par l'Assemblée générale dans sa récente proclamation de la Décennie des transports et des communications en Afrique. En outre, par suite des hostilités en Ethiopie, les services de communications, déjà insuffisants, ont été gravement perturbés. Il est souvent arrivé que la Commission ne dispose pour communiquer avec le monde extérieur que d'un seul moyen, le télégramme, coûtant de 3,5 à 4,5 cents le mot. Dernièrement, la Commission a éprouvé de grandes difficultés à faire face aux dépenses supplémentaires entraînées à l'occasion de la Décennie des transports et des communications. Il a fallu parfois envoyer en un mois plus de 50 000 messages dans le cadre du programme des transports et communications pour prendre les dispositions nécessaires pour l'organisation de réunions régionales et d'autres activités.

Fournitures, accessoires, mobilier et matériel
(Augmentation : 122 000 dollars)

9.20 Le déficit prévu correspond pour 48 000 dollars aux fournitures et accessoires et pour 74 000 dollars au mobilier et au matériel. Le déficit au titre des fournitures et accessoires est pour une part dû à l'inflation et pour le reste à l'accroissement des travaux de reproduction ainsi qu'il est expliqué au paragraphe 9.17 ci-dessus. Un crédit additionnel de 74 000 dollars au titre du mobilier et du matériel est demandé pour couvrir l'achat et le transport par avion de matériel non consommable indispensable au fonctionnement de la nouvelle cafétéria du personnel, ouverte en avril 1979. L'achat de machines, de caisses enregistreuses et de percolateurs n'avait pas été prévu dans les montants estimatifs révisés.
